

Le patron du MEDEF tunisien nous cite

L'espace euro-méditerranéen en 2010 : la nécessaire collaboration entre riverains du Nord et du Sud

Les rencontres bilatérales qui ont eu lieu les 15 et 16 novembre 2007 à Tunis entre les représentants du Mezzogiorno et de la Confindustria, d'un côté, et ceux de l'UMCE-BUSINESSMED, de l'autre, complètent et enrichissent leurs activités sur le plan régional, et de ce fait offrent une opportunité pour une collaboration plus étroite entre les voisins des rives sud et nord de la Méditerranée.

Pour la Tunisie, en particulier, cette réunion montre un intérêt significatif que les Italiens manifestent à l'égard du site tunisien. Cela montre que "les efforts que nous déployons pour attirer les investissements étrangers, notamment européens, vers notre pays donnent des fruits...", constate le patron de l'UTICA, M. Hédi Djilani –mais qui intervenait au cours cette réunion en tant vice-président de l'UMCE.

Tunis, capitale du Forum Euroméditerranéen du capital investissement en avril prochain

Agricole euroméditerranéenne : Quel avenir, quels défis... ? (2)

Agriculture euroméditerranéenne : Quel avenir, quels défis... ? (1)

Université d'été de l'Association Club Mohamed Ali : Modèles de développement et emploi dans la zone Euromed

Finances : La BEI et les transferts de fonds des travailleurs migrants...

Toujours dans son intervention, M. Djilani souligne que "la question de l'attraction des investissements vers la région méditerranéenne est devenue depuis fort longtemps notre dada à tous au sud de la Méditerranée et les pays méditerranéens ont des atouts susceptibles de constituer des facteurs d'attraction pour les investissements directs étrangers (IDE) : leur proximité géographique par rapport à l'UE, le bon niveau de leur infrastructure, une main-d'œuvre qualifiée et disponible et surtout des coûts inférieurs à ceux de l'UE".

Pourtant, malgré tous ces atouts, il a remarqué avec regret que l'Europe n'injecte dans la zone méditerranéenne que 5% de ses investissements mondiaux. Or, dit-il, "les atouts ci-dessus mentionnés ont besoin d'être mis en valeur. Ceci appelle à un effort des autorités et du secteur privé à optimiser les capacités des pays et des entreprises".

Mais M. Djilani va plus loin dans analyse socioéconomique, on se croirait devant un professeur des sciences économiques. "... La région du sud de la Méditerranée est riche de 240 millions d'habitants : un vrai réservoir humain, jeune, dynamique et souvent bien formé, et capable de générer les 6 à 7% de croissance nécessaires à l'intégration économique de la région dans l'économie mondiale". De là, il estime que "cela représente une opportunité réelle pour l'Europe d'autant plus que les dizaines de millions d'emplois à créer représentent autant de consommateurs susceptibles de prendre le relais d'une consommation européenne qui sature".

Encore plus convaincant lorsqu'il aborde la question de l'attrait, aujourd'hui, de la région en matière d'investissements. En effet, il a fait comprendre à nos amis européens, en général, et italiens, en particulier, que "l'on assiste à une accélération des investissements étrangers vers le sud de la Méditerranée en 2006...", accélération due essentiellement à un nouvel attrait pour les projets énergétiques, à la disponibilité des capitaux de la région du Golfe (39% des flux de capitaux étrangers vont vers le sud de la Méditerranée), à la prise de

conscience des pays du sud des défis et de leurs propres potentiels et du danger que représentent les pays émergents (Inde et Chine), mais aussi à l'amélioration globale de l'attractivité de la zone, liée aux réformes, aux garanties apportées par les accords d'association avec l'UE et à la perspective de la zone de libre échange à l'horizon 2010.

Par ailleurs, et se référant au rapport ANIMA), le patron de la centrale patronale tunisienne rappelle que des changements majeurs sont intervenus dans la région méditerranéenne durant les trois dernières années :

- le retour massif des investisseurs vers la région qui était négligée auparavant ;
- les flux des investissements directs étrangers (IDE) se sont accrus de 8 milliards de dollars à plus de 35 milliards de dollars (sans compter Israël, Chypre et Malte) ;
- une certaine réussite des pays du sud due au boom du secteur de l'énergie en passant par l'amélioration du climat des investissements.

Pour M. Djilani, "l'avenir est donc en faveur d'un développement régional méditerranéen, et les pays du sud de la Méditerranée ont un grand rôle à jouer auprès de l'Europe", maintenant c'est l'Europe de saisir l'opportunité et d'encourager les IDE vers cette région, afin de "construire ensemble un espace méditerranéen de paix et de prospérité partagées".

Pour ce faire, il demeure impératif que les pays de la région se dote "d'outils d'attraction des IDE et créer un réseau durable de coopération inter-pays (nord-sud et sud-sud)" afin, dit-il, de transformer les déséquilibres intenable en complémentarités, d'encourager les initiatives de réformes et politiques régionales communes, de miser sur la coopération industrielle par secteur, et de miser sur les secteurs générateurs d'emplois pour les jeunes diplômés.

Tout ceci pousse M. Hédi Djilani à dire que "nos réunions et nos efforts continus devraient amener l'Union européenne à jouer le rôle qui lui revient dans le processus d'intégration économique qui serait encore plus accessible avec le renforcement des réseaux entre les entreprises pour encourager les partenariats et ainsi augmenter le flux des IDE, la création d'un réseau de coopération industrielle euro-méditerranéen, et celle d'un fonds structurel européen pour la région".

T.B.